

Ce compte rendu fait état des notes prises lors de cette réunion réunissant une centaine d'interlocuteurs au LCR de la Treille de 9 h 30 à 12 h 30.

Seuls les thèmes sont ici retranscrits en suivant l'organisation des débats en 4 parties proposée par l'animatrice. Le cadre imparti par le Grand Débat mérite réflexion par son éviction des pans entiers de l'économie et du social, voir plus bas.

Les thèmes repris par les 40 intervenants ont été transcrits dans l'ordre d'énoncé en indiquant le nombre de proposition sur le même sujet par plusieurs intervenants avec un chiffre, (x), en fin de phrase.

Cette restitution des débats à partir de notes prises sur place comporte probablement des lacunes et demande à être complétée ainsi que le nécessaire ré-ordonnancement des propos.

## **1 - FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES (9H40)**

- Rétablissement de l'ISF (4),
- Augmenter les impôts des plus riches et des grandes entreprises (4),
- Augmentation des salaires, retraites et SMIC de 20% (1)
- Instauration d'une taxation des transactions financières (1),
- Suppression des niches fiscales inutiles (4),
- Eradication de l'ÉVASION FISCALE, 80 milliards par an (3),
- Prélèvement à la source des impôts des sociétés (1),
- Abandon de la CSG sur les petites retraites. Les prélèvements de CSG doivent être progressifs et non proportionnels (3),
- Suppression du CICE, 20 milliards dépensés sans contrôle (3),
- Rétablir une justice entre les fiscalités directes et indirectes ainsi que la proportionnalité, dont les tranches d'impôts, entre les impôts des actionnaires et des salariés (2),
- Imposer sérieusement les PATRIMOINES à partir de 100 000 € (2),
- Indemnités aux Elus à reconsidérer (2),
- Augmenter les APL (1),
- Taxe d'habitation à rétablir pour les collectivités locales et la démocratie (1),
- Financement de la recherche aux chercheurs et non aux entreprises (1),
- Le Crédit Impôt Recherche, CIR, 6 milliards dépensés sans contrôle (1)
- Indexer les retraites et les salaires (1),
- TVA : baisser le taux de base à 5%, augmenter le taux de luxe à 30% (1),

## **2 – TRANSITION ÉCOLOGIQUE (10H30)**

- Tous les citoyens ne doivent pas être culpabilisés au même titre que les grands trusts comme Amazone, Apple, Volkswagen ou Bayer sur le glyphosate (3),
- Notre monde n'est pas extensible, c'est à nous d'en organiser le système (1),
- L'économie mondiale est basée sur la compétition, l'appât du gain et les patrons vont chercher la main d'oeuvre là où elle est moins chère en complète négation des équilibres écologiques indispensables (1),
- On est toujours le riche de quelqu'un d'autre (1),
- Les taxes envisagées sur l'essence évacuent le kérosène, au moins aussi

- pernicieux (1),
- Envahissement de nos routes par des hordes de camions qui les détériorent tout en provoquant nombres d'accidents (1),
- Formatage des cerveaux par la pub qui règne sur nos réseaux d'information, TV, radios, boîtes à lettres, répandant une dictature consumériste à l'encontre des nécessités écologistes et sociales (1),
- Arrêter la vente d'armes aux pays tortionnaires (1),
- Que fait l'Etat pour aider les habitants à résoudre leurs problèmes d'isolation thermique de leur habitat qui sont souvent de véritables passoires ?
- Les sondages en sous-sol effectués par la firme Total sont en complète rupture avec les nécessités vitales de la bio-diversité (1),
- En écologie, la France est riche d'atouts : le ferroviaire où il faut investir et ré-ouvrir toutes les lignes, le ferro-routage et les réseaux routiers qui nous appartiennent (2),
- Suppression des péages routiers (1),
- Baisser le coût de la carte Navigo pour tous et pour les retraités (1),
- En matière d'écologie, les français ne sont pas coupables, les responsabilités sont à revoir (1),
- L'obsolescence programmée est à bannir dans les productions manufacturières (1)
- Une stratégie écologique est à bâtir à long terme dans un plan d'ensemble sous toutes ses facettes au regard de l'équilibre mondial et sans lobbying (1),
- La gestion de l'eau est à traiter sur l'ensemble de la planète où l'Afrique est au bord du gouffre (1),
- L'Europe porte de lourdes responsabilités sur le manque d'eau, une émigration climatique est à prévoir après les précédentes (1).

## PAUSE DES DÉBATS

### **3 - DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ** (11H25)

- Mandats électifs : revenir aux rythmes de 7 ans pour le Président, 4 ans pour les Députés limités à 3 mandatures (1),
- Le Référendum d'Initiative Partagée doit être instauré sur les sujets moraux ou structurels ; les décisions pourraient être prise par deux moitiés : par le parlement et par le référendum (4),
- Le pourcentage d'abstention doit compter dans la fiabilité du résultat (1)
- Les votes blancs doivent être comptés en exprimés (2),
- A l'assemblée, une loi doit obtenir 60% des votes, au lieu de 20% (1),
- A quoi sert le Sénat ? (1),
- Représentativité à la proportionnelle pour tous les scrutins (1),
- Sortir du présidentielisme obsolète, promouvoir une démocratie participative où les "basses classes" seront représentées (2),
- Votes obligatoires ? (1)
- Rétablir leurs compétences aux Communes : celles qu'elles ont dû transférer à la Communauté du Plateau de Saclay comme la gestion de l'eau (voir Aggl'eau-CPS). Depuis 1789, les Communes constituent la pierre angulaire de la République qui, sans elles, serait en défaut (1),.
- Dans les organismes décisionnels, instaurer une représentativité des citoyens au regard des ages, genres, catégories socio-professionnelles ; par exemple, les ouvriers et les salariés sont quasiment exclus de l'Assemblée Nationale (4),
- Que chaque député élus fasse deux compte-rendus annuels de sa charge à ses

- électeurs pour assoir la délégation de pouvoir (1),
- Elections par tirage au sort ? (1),
- Intéresser les jeunes au débat citoyen par l'école de la République (2),
- Les "Gilets jaunes" ont réveillé la citoyenneté, loin d'exprimer une seule "grogne", terme péjoratif à leur égard, ils ont lancé un appel de solidarité. Ce Grand Débat institué par le Président est une réponse aux "casseurs", veillons à reprendre la main efficacement. (2),
- Avec la diminution des moyens alloués aux administrations, l'accès aux droits par le numérique limite effectivement leur usage (1),
- Augmentation des dotations des Services publics, reconnaissance du travail des fonctionnaires (2),
- Europe : élections sur listes trans-nationales ? (1),
- L'Europe manque d'organe d'information des citoyens (1),
- Vote local des étrangers non communautaires (1),
- L'entassement des lois pour répondre aux événements, en oubliant les précédentes, et leurs décrets d'application variables sont des symptômes de défaut de démocratie (1),
- Les débats télévisés sont détournés de l'essentiel de l'information et tournent aux plaidoiries idéologiques du pouvoir (1),
- La loi Elan est un naufrage du logement social (1),
- Justification des frais des élus avec respect des individus et des tâches accomplies (1),
- Limitation du cumul des mandats électifs, un élu ne fait pas carrière (3),
- Dans l'échiquier politique le citoyen se sent impuissant, les associations, les syndicats, les partis politiques constituent un contre-pouvoir (2),

#### **4 – ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS (12H10)**

- Conditions de travail dans les Services Publics : reconnaissance des fonctionnaires et particulièrement des enseignants dont les tâches sont de plus en plus accrues et difficiles (2),
- Nous assistons, sous prétexte de dette publique, à des réductions des moyens des Services Publics dont le plus proche, et le plus récent, est la disparition de 3 hôpitaux de proximité (Orsay, Longjumeau, Juvisy) au bénéfice d'un hôpital qui ne comprendra que la moitié des lits actuels (1),
- Préservons les Services Publics qui nous appartiennent (1),
- Défendons la Sécurité Sociale où l'on paye selon ses moyens et on reçoit selon ses moyens, loin de toutes les pratiques mercantiles qui nous exploitent (1),
- Augmentons les moyens de notre Centre de Santé des Ulis (1),
- Le budget de la Commune est essentiel pour les moyens alloués à nos Services Publics : son élaboration doit donner lieu à de larges débats citoyens (1),
- Arrêter les sur-loyers insupportables dans le logement social (1),
- Enlèvement des ordures ménagères : actuellement, suite à un changement d'entreprise opéré par le Syndicat intercommunal, SIOM, un mouvement de grève est mené par les salariés pour défendre leurs conditions de travail, leurs revenus et leurs reconnaissances. Nos élus doivent agir afin que les conditions de Service Public redeviennent normales (1),
- Bien qu'absent Mr Cédric Villani, député de la 5<sup>e</sup> circonscription, devrait nous informer de sa position sur la Loi anti-casseurs, qui s'avère en fait une Loi anti-manifestation, actuellement en discussion.

La réunion s'est terminée à 12h30  
après avoir remercié l'animatrice des débats.

A l'issue de l'enquête, ces cahiers de doléances doivent être transmis au Préfet et au Député de la 5° circonscription dont nous avons regretté l'absence dans le débat d'aujourd'hui. Le titre de DÉBAT, sans contradicteur indispensable, cantonne cette réunion à un recueil de DOLÉANCES.

Les quatre thèmes dictés par la Présidence ont bien veillé à exclure l'ECONOMIE et le SOCIAL. Pourtant le rapport au TRAVAIL qui rassemble ces deux thèmes censurés est à l'origine de la Société et de la Civilisation. A ce titre le débat a été cantonné au seul politique en laissant sous le tapis l'essentiel, territoire gardé sur lequel le pouvoir est assis.

Cependant, cette réunion aura-t-elle une utilité ?  
Veillons à ce qu'elle soit entendue.

Ce compte-rendu peut devenir un outil de vérification du compte-rendu officiel qui doit être transmis. Il représente surtout un état des lieux d'un moment de démocratie, même étriqué par les thèmes posés, aux Ulis. Il mérite des relectures attentives.  
Sera-t-il utile aux actions à venir ?

Alain Masson  
190210